



Ville de  
Montpellier

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 4/4**

## **Avril 2015**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/1832/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Rémi ASSIE,  
Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0114/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Rémi ASSIE, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0114/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Rémi ASSIE, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1832/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Rémi ASSIE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Samira  
SALOMON, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0115/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Samira SALOMON, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0115/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Samira SALOMON, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

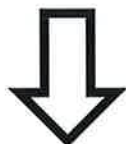
Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1835/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Samira SALOMON

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1836/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Dominique  
MARTIN-PRIVAT, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0111/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Dominique MARTIN-PRIVAT, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0111/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Dominique MARTIN-PRIVAT, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

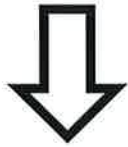
**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1836/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Dominique MARTIN-PRIVAT

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/837/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de Mme Nicole LIZA, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0105/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Nicole LIZA, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0105/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Nicole LIZA, Conseillère municipale, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

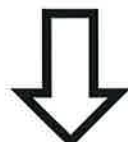
Arrêté municipal n°2015/1837/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Madame Nicole LIZA

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Anne-  
Louise KNAPNOUGEL, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0100/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Anne-Louise KNAPNOUGEL, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjoint au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0100/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Anne-Louise KNAPNOUGEL, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1838/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de Mme Sophia  
AYACHE, Conseillère municipale.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0099/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Sophia AYACHE, Conseillère municipale ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0099/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à Mme Sophia AYACHE, Conseillère municipale, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1839/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**

Madame Sophia AYACHE

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2015/1840/T/R

## **Rapport de la délégation de fonctions de M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0119/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Conseiller municipal ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0119/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Conseiller municipal, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1840/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Patrick  
RIVAS, Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;

- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0116/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Patrick RIVAS, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0116/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Patrick RIVAS, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :



1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1841/T/R  
du 22 avril 2015



2

**Elu :**  
Monsieur Patrick RIVAS

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1842/T/R**

## **Rapport de la délégation de fonctions de M. Vincent HALUSKA, Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;

- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0109/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Vincent HALUSKA, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**


L'arrêté municipal n° 2015/0109/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Vincent HALUSKA, Conseiller municipal, est rapporté.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 22/04/2015**

**Monsieur le Maire**

  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 23/04/2015**  
**Notifié le :**

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1842/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Vincent HALUSKA

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n° 2015/1847/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de M. Henri  
MAILLET, Conseiller municipal.**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;

- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0101/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Henri MAILLET, Conseiller municipal ;

- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0101/T/R en date du 19/01/2015 portant délégation de fonctions à M. Henri MAILLET, Conseiller municipal, est rapporté.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE  
Poste : 24184  
Envoi Bordereau le : 22 avril 2015

**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1847/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**  
Monsieur Henri MAILLET

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
**plus brefs délais** Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté n°2015/1878/T/R**

**Rapport de la délégation de fonctions de Monsieur Jean-  
Luc COUSQUER, Conseiller municipal  
Abroge et remplace l'arrêté n° 2015/1822/T/R**

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.21-22-18, L.2122-20 et L.2123-24 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/0123/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Jean-Luc COUSQUER, Conseiller municipal et le n° 2015/1822/T/R du 22 avril 2015 ;
- Considérant que, dans le cadre de la mise en œuvre d'une gouvernance mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans le contexte du pilotage par la Métropole de la politique de la Ville et de l'installation par la municipalité des conseils de quartiers et conseils citoyens, il convient de mettre en cohérence les délégations des Adjointes au Maire et Conseillers municipaux avec le projet de territoire et l'organisation de l'administration portés par cette gouvernance commune ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté municipal n° 2015/0123/T/R en date du 19 janvier 2015 portant délégation de fonctions à M. Jean-Luc COUSQUER, Conseiller municipal, est rapporté et le n° 2015/1822/T/R est abrogé.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 23/04/2015  
Notifié le :

1

Ville de  
Montpellier



**Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : FIZE

Poste : 24184

Envoi Bordereau le : 22 avril 2015



**BORDEREAU DE  
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/1878/T/R  
du 22 avril 2015

2

**Elu :**

Monsieur Jean-Luc COUSQUER

**Signature (obligatoire)**



3

**Retour Secrétariat  
général - Service  
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les  
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,  
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires  
de plein droit à leur notification aux intéressés.

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Alphonse Juin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de création du puit PE2 à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **25 mai 2015** et jusqu'au **26 janvier 2016** inclus, la circulation est interdite Avenue Alphonse Juin devant l'école Jean Zay dans le sens rentrant y compris au niveau de la bretelle se raccordant sur l'Avenue de la Pompignane.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Alphonse Juin au droit de la rue Marie Durand et emprunte :

- l'Avenue Alphonse Juin sur l'une des voies sortantes mise à double sens pour l'occasion et se termine sur l'Avenue de la Pompignane.

#### Article 3 :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, Avenue Alphonse Juin au droit du magasin Aldi dans le sens sortant, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises SADE et SCM BESSAC.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 avril 2015**

  
**Monsieur le Maire**  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 28 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rond-point Evariste Galois

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur chaussée à la demande du CG34 ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **28 avril 2015** inclus, Rond-point Evariste Galois la partie sud du rond-point est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS MM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**28 AVR. 2015**

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de la République,  
Rue d'Alger  
et Rue Anatole France**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux sur facade pour la mise en sécurité d'un bâtiment ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, la Rue Anatole France, dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue de la République est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, la Rue de la République, dans sa partie comprise entre la Rue Anatole France et la Rue d'Alger est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 4h00 à 6h00.**

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Anatole France, emprunte :

- la Rue Durand
- la Rue d'Alger

et se termine sur la Rue de la République.

**Article 4 :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Rue Anatole France, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 5 :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Rue d'Alger, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 6 :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Rue de la République, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MIDI RAVALEMENT

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**27 AVR. 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T440 du **16 mars 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT la complexité du projet ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 mai 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T440 du **16 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **30 juin 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 avril 2015



Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

28 AVR. 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard de Strasbourg

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux de réfection du réseau de régulation trafic ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, le Boulevard de Strasbourg, dans sa partie comprise entre la Rue Farges et la Place de Strasbourg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie bus est interdite à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, Boulevard de Strasbourg, dans sa partie comprise entre la Place Carnot et la Place de Strasbourg, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 27 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Théroigne de Méricourt

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d' un déménagement à la demande de Monsieur de Vernou ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **06 mai 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, Avenue Théroigne de Méricourt côté impair au n° 145 sur 3 places, le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de déménagement.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l' entreprise les déménageurs Bretons.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 22 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**28 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue du Plan du Parc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux de levage de matériel téléphonique ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **05 mai 2015** et jusqu'au **06 mai 2015** inclus, Rue du Plan du Parc, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg de la Saunerie et la Place Alexandre Laissac, la circulation est interdite.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Martin et Fils

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 29 AVR. 2015**

## **TRANQUILLITE PUBLIQUE 2015**

### **Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5; L. 2122-24 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 et R. 623-2 ;
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 21 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 3311-1 et R. 3353-5-1 ;
- VU le Code Rural,
- VU la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU la Loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et le Décret d'application 2007-1388 du 26 septembre 2007 modifiant le Code Pénal et Code de Procédure Pénale ;
- VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST), dans son article 95 qui dispose que « sans préjudice du pouvoir de police générale, le maire peut ficher par arrêté une plage horaire, qui ne peut être établie en deçà de 20 heures et au-delà de 8 heures, durant laquelle la vente à emporter de boissons alcooliques sur le territoire de sa commune est interdite » ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU l'Arrêté Municipal n°2009/11 du 22 juillet 2009 relatif à l'hygiène, salubrité, tranquillité publique, circulation des animaux ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;
- CONSIDERANT l'importance du public accueilli à cette période de l'année ainsi que le nombre de manifestations se déroulant sur la voie publique ;
- CONSIDERANT que les troubles à la tranquillité publique sont souvent liés à la consommation abusive d'alcool ;
- CONSIDERANT qu'il ressort du rapport de présentation de la loi HPST que l'alcool est devenu la première forme d'addiction chez les jeunes en France, et que depuis quelques années on observe, notamment auprès de cette population, une recrudescence de la consommation excessive d'alcool, avec des phénomènes d'alcoolisation massive et brutale ;

- CONSIDERANT que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- CONSIDERANT que le stationnement prolongé et continu de personnes accompagnées de chiens dans les lieux à forte fréquentation est susceptible d'entraver la libre circulation des piétons ; que les animaux regroupés, même tenus en laisse et accompagnés de leurs maîtres sont ressentis comme un comportement agressif pour les usagers, bruyant par leurs aboiements intempestifs et salissant par leurs déjections,
- CONSIDERANT les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) et dont le risque d'augmentation est à craindre en période estivale caractérisée par un afflux important de personnes.

## **Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du **4 mai 2015 et jusqu'au 15 Octobre 2015**, sont interdits, dans les lieux visés à l'article 4, sauf autorisation spéciale, tout regroupement de personnes entraînant des occupations abusives et prolongées des rues et autres dépendances domaniales visées à l'article 4, accompagné ou non de sollicitations ou de quêtes à l'égard des passants, lorsqu'ils sont de nature à entraver la libre circulation des personnes ou de porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publique.

### **Article 2 :**

Est interdite, dans la même période et dans les mêmes espaces publics, toute consommation de boissons alcoolisées répondant des groupes 2° à 5° tels que définis à l'article L3321-1 du Code de la Santé Publique, en dehors des lieux suivants :

- Terrasses de cafés et de restaurants dûment autorisées ;
- Aires de pique-nique aménagées à cet effet aux heures habituelles des repas ;
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool est autorisée.

### **Article 3 :**

Sont interdits, dans les lieux visés à l'article 4 du présent arrêté, les regroupements de plus de 4 chiens en stationnement prolongé ou continu sur la voie publique, même tenus en laisse, lorsque ces regroupements :

- Portent atteinte à la sûreté et commodité de passage sur ces voies par une entrave à la libre circulation des piétons et autres usagers de ces voies,
- Sont accompagnés d'un comportement agressif de nature à présenter un danger avéré pour les usagers de ces voies et autres animaux domestiques,
- Sont accompagnés d'aboiements intempestifs de ces chiens, de nature à troubler la quiétude et la tranquillité du voisinage par leur durée, leur répétition ou leur intensité,
- Portent atteinte à la propreté et à la salubrité de ces voies.

### **Article 4 :**

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies et places suivantes (incluses dans le périmètre) :

#### **Secteur 1 : « Centre - Ecusson – Beaux-Arts »**

Rue Jules Ferry – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Avenue de Nîmes – Rue Yéhu Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1<sup>er</sup> – Boulevard Henri IV – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – Rue Clapies – Boulevard Ledru Rollin – Boulevard du Jeu de Paume – Boulevard de l'Observatoire – Rue d'Alger – Rue Durand.

**Secteur 2 : « Antigone - Semalen - Juvénal »**

Allée Henri II de Montmorency – Carrefour Jean Mermoz – Avenue Jean Mermoz – Carrefour Rimbaud - Rue des Pradiers – Allée Alégria Beracasa – Avenue du Pirée – Place Jean Bene – Boulevard des Consuls de Mer - Rue du Comte de Melgueil – Rue de Barcelone – Rue Marie Muller – Quai Lafitte - Avenue des Etats du Languedoc – Place d'Olympie - Avenue Henri Frenay - Passage de l'Horloge - Allée Jules Milhau - Avenue Frédéric Mistral.

**Secteur 3 : « Richter - Jacques Cœur »**

Place Christophe Colomb – Avenue Raymond Dugrand – Avenue Théroigne de Méricourt – Allée de la Méditerranée- allée du Capitaine Dreyfus- Pont Juvénal.

**Secteur 4 : « Clémenceau »**

Avenue Georges Clémenceau de la place Saint Denis à la rue Balard – Parc Clémenceau.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 5 :**

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux qui doit alors être introduit dans les deux (2) mois suivant la même publication.

L'absence de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision implicite de rejet.

**Article 6 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 24/04/2015

Notifié le :

**Règlementation des horaires d'ouverture des  
établissements de restauration rapide  
vente à emporter au détail  
de denrées alimentaires et de boissons.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L2111-1, L.2212-1, L. 2212-2, L 2213-2, L 2214-4 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 et R. 623-2 ;
- VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 3334-1, L 3334-2, L 3341-1, L 3342-1 et L 3342-3 relatifs aux débits de boissons, à la protection des mineurs, et à la répression de l'ivresse publique, ainsi que ses articles R1334-30 et suivants relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- VU l'Arrêté Préfectoral n°90.1.2153 du 12 juillet 1990 relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'Arrêté Préfectoral n°2010-I-1054 du 24 mars 2010 fixant le régime d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de l'Hérault ;
- VU l'Arrêté Municipal n°03/09 du 17 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal n° 05/11 du 16 novembre 2005 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés, et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique conformément à l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- CONSIDERANT que les ouvertures nocturnes des établissements de restauration rapide et de vente à emporter, des épiceries de nuit, dont l'activité se traduit par un va et vient incessant et une consommation à proximité du commerce sur la voie publique entretiennent et favorisent la présence permanente de personnes, qui génèrent nuisances sonores, et portent atteinte à la salubrité et à la tranquillité publique ;
- CONSIDERANT que la présence des consommateurs de ces établissements et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules, accentuant les risques d'insécurité routière ;
- CONSIDERANT les rapports et interventions de police, ainsi que les rapports du Centre de Supervision Urbaine de la commune suite aux sollicitations, réclamations ou signalements relatifs aux nuisances sonores, bruits de voisinage et regroupements de personnes liés directement à ces établissements ;



- CONSIDERANT que l'attractivité touristique de la commune et le nombre de manifestations se déroulant sur la voie publique, notamment en période estivale, a pour conséquence une forte augmentation de sa population ;
- CONSIDERANT que l'arrêté n° 2013/0995 ainsi que l'arrêté n° 2014/1326 relatifs à la réglementation des horaires d'ouverture des établissements de restauration rapide, vente à emporter au détail de denrées alimentaires et de boissons ont eu pour résultat une diminution significative des nuisances liées à la proximité de ces établissements.

## **Arrête :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du **lundi 11 mai et jusqu'au dimanche 25 octobre 2015**, les établissements de vente de produits sur place ou à emporter composés d'aliments assemblés ou préparés (exceptés les restaurants, cafés, bars et brasseries) et les épiceries de nuit devront être fermés entre 2 heures et 6 heures du matin.

### **Article 2**

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

- **Secteur 1 : Grand Centre « Ecusson - Plan Cabanes – Salengro - Gare »**  
Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre – Rue du Faubourg de Nîmes - Boulevard Louis Blanc - Boulevard Pasteur — Rue Auguste Broussonnet – Rue de l'Ambre - Rue de la la Sauzede – Rue du Faubourg Saint Jaumes - Rue Boulevard du Professeur Louis Vialleton – Place d'Aviler - Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries - Rue Auguste Comte – Place Leroy Beaulieu - Rue Guillaume Pellicier – Place Roger Salengro - Rue du Faubourg Figuerolles jusqu'à la Rue François de Malherbes - Rue Bouschet de Bernard – Place Bouschet de Bernard - Rue Adam de Craponne - Cours Gambetta – Place Saint Denis - Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg - place Carnot - Boulevard de Strasbourg.
- **Secteur 2 : « Antigone - Don Bosco - Juvénal »**  
Rue Bastion Ventadour - Place Paul Bec - Boulevard d'Antigone – boulevard de l'Aéroport International – Carrefour de l'aéroport International - Avenue du Pirée - Place Jean Bene – Chemin des Barques - Place Faulquier – Avenue du Pont Juvenal – Avenue des Etats du Languedoc - Place d'Olympie.
- **Secteur 3 : « Richter – Jacques Coeur »**  
Place de la Révolution Française – Allée du Capitaine Dreyfus – Allée de la Méditerranée - Rue Théroigne de Méricourt –Avenue Raymond Dugrand – Rue des Etats Généraux.
- **Secteur 4 : « Celleneuve »**  
Place François Mansart – Allée Salomon de Brosse – Route de Lodève – Rue du Docteur LaChapelle – Place Henri IV – Rue du Bassin – Rue des Ecoles – Allée Pierre Lescot.
- **Secteur 5 : « Près d'Arènes »**  
Avenue de Palavas partie comprise entre l'Avenue Albert Dubout et l'avenue du Docteur Fourcade.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

### **Article 3**

Pendant leurs horaires d'ouverture, les exploitants de ces établissements devront prendre toutes les mesures utiles afin que l'exploitation de leur commerce ne soit pas de nature à troubler la tranquillité publique.

### **Article 4**

L'arrêté municipal n°05/11 du 16 novembre 2005 concernant la vente de boissons alcoolisées à emporter de 22 heures à 6 heures du matin reste en vigueur pour les épiceries de nuit.

## **Article 5**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

## **Article 6**

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux qui doit alors être introduit dans les deux (2) mois suivant la même publication.

L'absence de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision implicite de rejet.

## **Article 7**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23/04/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 24/04/2015  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation Rue des Marels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

#### Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue des Marels dans les deux sens.

#### Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) est interdite Rue des Marels.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à la desserte locale.

#### Article 3 :

Il est instauré une mise en impasse Rue des Marels depuis la Rue du Mas de Calage après 350 m vers le cimetière Saint Etienne, sauf pour les piétons et les vélos.

#### **Article 4 :**

Il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues Rue des Marels côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Verchant et l'Avenue Henri Becquerel.

#### **Article 5 :**

À l'intersection, de la Rue de Doscarès et de la Rue des Marels, les conducteurs circulant sur la Rue des Marels dans le sens de la rue du Mas de Verchant vers la rue de Doscarès sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 6 :**

À l'intersection, de la Rue des Marels et de la Rue du Mas de Verchant, les conducteurs circulant sur la Rue des Marels dans le sens de la rue de Doscarès vers la rue du Mas de Verchant sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 7 :**

À l'intersection, de la Rue des Marels et de l'Avenue Henri Becquerel, les conducteurs circulant sur la Rue des Marels sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 avril 2015



Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 12 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Castors

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de désamiantage à la demande de l'entreprise AG Développement ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **06 mai 2015** inclus, la Rue des Castors, dans sa partie comprise entre la Rue du Pioch de Boutonnet et la Rue des Loutres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Castors, emprunte :

- la Rue des Loutres

et se termine sur la Rue du Pioch de Boutonnet.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AG Développement.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 29 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Chancel et Avenue du Professeur Grasset

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T490 du **19 mars 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que des améliorations techniques sont à apporter sur le réseau principal nécessitant un délais supplémentaire pour la programmation de personnel spécifique ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **25 avril 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T490 du **19 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **08 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

29 AVR. 2015

Publié le :



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Delmas

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre la pose d'une benne à la demande de la sarl Boyer Percheron Assus & Associés ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **04 mai 2015**, Rue Delmas à l'angle de l'Avenue de Lodève, le stationnement est interdit sur deux emplacements .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 29 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Francèze de Cézelli

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection d'une façade à la demande de l'entreprise ETR Façades ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Rue Francèze de Cézelli, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETR Façades.

#### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 29 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Grand Carnaval de Figuerolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du grand carnaval de Figuerolles ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **29 avril 2015 de 14h00 à 17h30**, une priorité de passage est institué pour le défilé du Grand Carnaval de Figuerolles sur les voies de l'itinéraire suivant :

-Rue José Maria de Hérédia, rue Joachim du Bellay, rue Ronsard, rue du Faubourg Figuerolles, place Roger Salengro, rue Haguenot, rue Pierre Fermaud, rue des Cigales, rue du Printemps, rue Tour Gayraud, Parc de la Guirlande.

Ces dispositions seront appliquées à la diligence des services de police.

#### Article 2 :

Le **29 avril 2015**, Rue José Maria de Hérédia, le stationnement est interdit sur le parking du gymnase Jean Ramel..

Ces dispositions sont applicables de 13h00 à 18h00.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 29 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Brueys

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation de toiture à la demande de l'entreprise LIMA TOITURES ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **05 mai 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, Rue Brueys au n° 4 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules assujétis aux travaux de LIMA TOITURES.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise LIMA TOITURES

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 29 AVR. 2015



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement électrique aérien à la demande de FONDEVILLE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, la Rue de Centrayrargues, dans sa partie comprise entre la Rue de Saint Hilaire et le Chemin de Moularès, au droit du chantier lié à l'opération "Centrayrargues", est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la chaussée est rétrécie ponctuellement selon les nécessités du chantier;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FONDEVILLE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2015**

**Monsieur le Maire,**  
  
**Philippe SAUREL**

**Publié le : 28 AVR. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T783

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Avenue du Professeur Emile Jeanbrau**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de construction du pôle chimie à la demande de GCC.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 novembre 2015** inclus, Avenue du Professeur Emile Jeanbrau côté impair sur 20 m après le n°120, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GCC.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 28 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Daniel Sage

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation de toiture à la demande de l'établissement ROUBE ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue Daniel Sage, au droit de la boucherie ROUBE et de part et d'autre de ce commerce sur une distance de 10 mètres, le stationnement est autorisé pour les véhicules de l'entreprise CHAUMONT.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CHAUMONT.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 avril 2015



Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 29 AVR. 2015

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T786

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue de la Liberté**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'élagage à la demande de la DEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre Carrefour des Anciens d'Indochine et la Rue de la Taillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Pousse Clanet

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**20 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Richer de Belleval

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T664 du **15 avril 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de création d'une chambre France Télécom à la demande de Free Infrastructure. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **4 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Richer de Belleval  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Plan Narcissa, emprunte :

- la Rue du Jardin de la Reine
- la Rue du Faubourg Saint Jaumes
- la Rue Barthez

et se termine sur la Rue Pitot.

**Article 3 :**

À compter du **4 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, Rue Richer de Belleval côté impair, dans sa partie comprise entre le n° 5 et l'Avenue d'Assas, le stationnement est interdit. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules nécessaires à l'exécution des travaux.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2015-T664 du **15 avril 2015**, est abrogé.

**Article 6 :**

A compter du **4 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de crétaion d'une chambre France Télécom, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Maur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élargissement à la demande de l'Entreprise PHILIPFRERES ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, l'Avenue de Saint Maur sur 40m est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise PHILIPFRERES.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 04 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Vanières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement de portée de cable à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue de Vanières dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue du Pas du Loup et la Rue de Bugarel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T790

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue François Delmas  
et Avenue de Nîmes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de taille de formation sur les platanes à la demande de la Direction Paysage et Biodiversité

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, l'Avenue de Nîmes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- Chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 2 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, l'Avenue François Delmas, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Saint Lazare et l'Avenue de la Reine Hélène D'Italie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- Chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction Paysage et Biodiversité.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 3 0 AVR. 2015**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T791

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue de Raguse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 20 janvier 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection du réseau eaux usées à la demande de la SERM ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **28 avril 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de Raguse côté impair depuis la Rue de Chio vers et jusqu'à la Rue de Famagouste

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. **Cette déviation débute sur la Rue de Raguse, emprunte :**

- **la Rue de Chio**
- **la Rue de Messine**
- **la Rue de Famagouste**

**et se termine sur la Rue de Raguse.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 AVRIL 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation d'un local commercial à la demande de l'entreprise SARL LANGUEDOCIENNE BTPN ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue du Faubourg Boutonnet, entre le n° 91 et le n° 95, le stationnement est interdit, sauf pour les véhicules de la SARL LANGUEDOCIENNE BTPN.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SARL LANGUEDOCIENNE BTPN.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre des travaux, à la demande de l'entreprise SOGEBALA ;

Arrête :

#### Article 1er :

Boulevard Victor Hugo à l'angle de la place Molière :

- À compter du **27 avril 2015** au **31 juillet 2015** le stationnement est interdit. .  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des entreprises travaillant sur le chantier du Crédit Mutuel.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- À compter du **31 août 2015** au **30 novembre 2015** le stationnement est interdit. .  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des entreprises travaillant sur le chantier du Crédit Mutuel.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Forcrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de vérification du réseau électrique avec une nacelle à la demande de SPIE SUD OUEST ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **06 mai 2015** inclus, la Rue de Forcrand, dans sa partie comprise entre la Rue Crova et la Rue de l'Ecole Normale est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Forcrand, emprunte :

- la Rue Crova

et se termine sur la Rue de l'Ecole Normale.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE SUD OUEST

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Croix Verte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, la Rue de la Croix Verte, dans sa partie comprise entre la Rue Professeur Paul Lamarque et l'Avenue des Apothicaires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 au droit du chantier ERDF.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise;

**Article 5 :**

Le Maire de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**30 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation alternée Place Giral

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de tirage de câbles à la demande de Sogetrel ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **30 avril 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, Place Giral au niveau de la Rue Clapiès, la circulation des véhicules est alternée par K10 le temps nécessaire au tirage de câbles.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

#### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**3 0 AVR. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T797

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue de la Liberté**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'élagage à la demande de la DEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre Carrefour des Anciens d'Indochine et la Rue de la Taillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Pousse Clanet

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 3 0 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Val de Montferrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau AEP à la demande de VEOLIA.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **27 avril 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue du Val de Montferrand sur 50 m de part et d'autre du n°586 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

- Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Moulin de Gasconnet, emprunte :

- la Rue de l'Aiguelongue

et se termine sur l'Avenue du Val de Montferrand.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de RDL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**3 0 AVR. 2015**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de prises de vues de véhicules à la demande de Lexus is & CT ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **29 avril 2015**, Avenue Raymond Dugrand côté impair sur les places de stationnement au droit de l'immeuble le nuage, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société de production.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

**Arrêté temporaire  
Circulation interdite  
Allée Alberto Giacometti  
dans sa partie piétonne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de prises de vues de véhicules à la demande de Lexus is & CT ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **03 mai 2015**, Allée Alberto Giacometti, dans sa partie comprise entre la Rue Victor Vasarely et l'Avenue Raymond Dugrand dans sa partie piétonne, la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**30 AVR. 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T802

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Michelet  
et Rue Poséidon**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de la société ACR ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **30 avril 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Poséidon ;
- la Rue Michelet.

**Article 2 :**

À compter du **30 avril 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- la Rue Poséidon ;
- la Rue Michelet.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 27 avril 2015**  
**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T803

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Rue Auguste Berard**  
**et Avenue du Château d'O**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une fête de quartier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **29 mai 2015**, Avenue du Château d'O sur le parking situé à l'angle avec le rue Auguste Berard, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Le **29 mai 2015**, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Auguste Berard ;
- l'Avenue du Château d'O.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**30 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux pour création d'une boîte de branchement à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue de Centrayrargues au droit du n°423, sur 20 mètres, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
- la circulation est interdite;
- les véhicules sont déviés sur le stationnement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, Rue de Centrayrargues, dans sa partie comprise entre la Rue des Razeteurs et le n° 480, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Paul Bec

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'une manifestation à la demande de la société Lagardère Métropoles ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **28 mai 2015** et jusqu'au **30 mai 2015** inclus, Place Paul Bec, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux installations de la société Lagardère Métropoles.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Lagardère Métropoles.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 04 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Trinquat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement de réseau à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus **de 9h00 à 16h00**, l'Avenue du Pont Trinquat, dans sa partie comprise entre l'Impasse des Acanthes et le Chemin de Moularès sur 20 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 avril 2015**



**Publié le :**

**30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Lyciet

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau de gaz à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue du Lyciet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BOUYGUES.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Avant-Monts

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur le parking de la Maison Pour Tous Fanfonne Guilhaume, afin de permettre le bon déroulement d'une fête de quartier ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **30 mai 2015**, sur le parking de la Maison Pour Tous Fanfonne Guilhaume, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 30 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **29 avril 2015** et jusqu'au **07 mai 2015** inclus, l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet, dans sa partie comprise entre la Rue de Las Sorbes et la Rue des Sycomores est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise JOULIE TP.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 avril 2015**

**Monsieur le Maire**  
  
**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**3 0 AVR. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue des Aiguerelles

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de Mr TESSIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **06 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Rue des Aiguerelles sur 1 place de stationnement nécessaire aux emprises de travaux au droit du N°13, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 27 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 05 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Allée Jules Milhau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une livraison de chantier à la demande de SNC POLYGONE ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, Allée Jules Milhau, le stationnement est interdit sauf pour le véhicule approvisionnant le chantier du Polygone.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.  
Ces dispositions sont applicables **de 5h00 à 8h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de C.B.T.P.S.A.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 05 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Denis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté à la demande de Cabrié Déménagement ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **11 mai 2015**, Rue Saint Denis au n° 7 sur 2 places, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicule de Cabrié Déménagements, immatriculé CJ-208-SY.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **11 mai 2015**, Rue Saint Denis, la circulation est interdite.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Cabrié déménagement

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 05 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Saragosse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue de Saragosse, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Barcelone et la Rue de Salamanque, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 avril 2015**

**Monsieur Le Maire**

**Philippe SAUREL**

**05 MAI 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place du Petit Scel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'enlèvement d'une exposition à la demande de la Mairie de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 mai 2015**, Place du Petit Scel, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 15h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Transmanudem.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 28 avril 2015**

**Monsieur le Maire**



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 05 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Bergeronnettes

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de génie civil à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la Rue des Bergeronnettes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 28 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 05 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T547 du 27 mars 2015 ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 01 mai 2015 les dispositions de l'arrêté 2015-T547 du 27 mars 2015 sont prorogées jusqu'au 29 mai 2015 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



05 MAI 2015

Publié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T818

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Paul Eluard  
et Rue Jean Giono**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue Jean Giono est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue Paul Eluard est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**05 MAI 2015**

**Montpellier, le 28 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Vestiaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à l'aide d'une nacelle à la demande de .Montpellier Grand Coeur ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **08 mai 2015** inclus, Rue du Vestiaire, le stationnement est interdit sauf pour la nacelle.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 28 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 05 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jeanne Demessieux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de Montpellier. ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, Rue Jeanne Demessieux, dans sa partie comprise entre la Rue de la Portalière des Masques et le n° 128, la circulation est interdite. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### Article 2 :

À compter du **15 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, Rue Jeanne Demessieux, dans sa partie comprise entre la Rue Paul de Rouville et la Rue des Verveines, la circulation est interdite. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 3 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **15 mai 2015** inclus, Rue Jeanne Demessieux des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue de la Portalière des Masques et le n° 128, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **15 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, Rue Jeanne Demessieux des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue Paul de Rouville et la Rue des Verveines, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Espaces Verts de la Ville de Montpellier.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux d'entretien du patrimoine arboré, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 28 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**06 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'une livraison à la demande de M. et Mme JOULLIE ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **06 mai 2015**, l'Avenue de Lodève au droit du n°190 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.
- Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise WATERAIR.

#### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.



**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 avril 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



**05 MAI 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

**528 Avenue Maurice Planès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/0034/T/R du 20 janvier 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 2 février 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par CRUZ Mathieu, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : 528 Avenue Maurice Planès.

**Linéaire** : 60 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le mardi 28 avril 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**20 MAI 2015**

**Publié le :  
Notifié le :**

**Luc ALBERNHE**



**Délégation Officier d'Etat Civil  
concernant Mr Abdi EL KANDOUSSI le 02 Mai 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 02 Mai 2015 de 10 heures à 19 heures.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer les mariages du samedi 02 Mai 2015 de 10 heures à 19 heures.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 29.04.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 30.04.2015  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Verdun et Rue Boussairolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation et mise aux normes du réseau de gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits et réservés à l'avancement des emprises de travaux sur :

- la Rue Boussairolles ;
- La Rue Vanneau ;
- la Rue Alfred Bruyas ;
- la Rue de Verdun dans sa partie comprise entre la Rue du Clos René et la Place de la Comédie.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Boussairolles ;
- la Rue Alfred Bruyas ;



**Article 3 :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée conformément à la circulation dans les zones piétonnes sur :

- la Rue de Verdun dans sa partie comprise entre la Rue du Clos René et la Place de la Comédie ;
- la Rue Boussairolles dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Bruyas et la Place de la Comédie.

**Article 4 :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Boussairolles ;
- la Rue Alfred Bruyas ;
- la Rue de Verdun dans sa partie comprise entre la Rue du Clos René et la Place de la Comédie.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 29 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**06 MAI 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Louis

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien sur tampon d'un réseau à la demande du Service Régulation Traffic de la Ville de MONTPELLIER. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **21 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Saint Louis, dans sa partie comprise entre le Boulevard des Arceaux et la Place Leroy-Beaulieu.  
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Louis, emprunte :

- la Rue Paladilhe
- la Rue Pitot
- la Rue La Blottiere
- la Rue François Franque
- la Rue Clapiès

et se termine sur la Rue Auguste Comte.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **21 mai 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux d'entretien sur tampon d'un réseau, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 29 avril 2015**



**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 06 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Major Flandre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau Télécom à la demande de FREE.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **4 mai 2015** et jusqu'au **14 mai 2015** inclus, l'Avenue du Major Flandre du n°238 au n°275 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FREE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 avril 2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

06 MAI 2015

Publié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T826

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Avenue de Rome  
et Rue de la Valsière**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux réfection de tranchée à la demande de Cesml

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **11 mai 2015** inclus, l'Avenue de Rome, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Puech de Massane et la Route de Grabels est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **11 mai 2015** inclus, la Rue de la Valsière au niveau du carrefour avec la Rue Saint Priest est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**0 6 MAI 2015**

**Montpellier, le 29 avril 2015**  
  
**Monsieur le Maire**  
**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Catalan

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux sur le réseau Aep dans le cadre de l'aménagement du parking de la ZAC NOUVEAU SAINT ROCH ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **05 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, Rue Catalan, dans sa partie comprise entre la Place Rondelet et la Rue Albert Leenhardt, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 2 :**

À compter du **05 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, la Rue Catalan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.



**Article 3 :**

A compter du 5 mai 2015 et jusqu'au 13 Mai 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de la SERM, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



**Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le : 06 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Galera

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de quai bus à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la Rue de la Galera, dans sa partie comprise entre la Rue Saint-Priest et la Rue Gay-Lussac est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**0 7 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Favre de Saint Castor

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de quai bus à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue Favre de Saint Castor, dans sa partie comprise entre la Rue du Pilory et la Route de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publié le :**

**07 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Louisville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de quai bus à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, l'Avenue de Louisville, dans sa partie comprise entre la Rue de Leyde et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**0 7 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Ernest Hemingway

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réaménagement de quai bus à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Avenue Ernest Hemingway, dans sa partie comprise entre Rond-point de l'Appel du 18 Juin et la Rue de la Carrièresse

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Ernest Hemingway, emprunte :

- la Rue de la Carrièresse
- la Rue Saint-Priest
- la Rue Pierre Flourens

et se termine sur Rond-point de l'Appel du 18 Juin.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publié le :**

**07 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Aung San Suu Kyi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la Mantilla à la demande de Sols Languedoc Roussillon ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **07 mai 2015**, la circulation est interdite Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre l'Avenue Théroigne de Méricourt et la Rue Shirin Ebadi

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Théroigne de Méricourt, emprunte :

- la Rue Wangari Maathai
- la Rue Shirin Ebadi

et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sols L.R.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**07 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Trinquat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que dans le cadre du réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat, il est nécessaire de réaliser des travaux d'ouvrages et d'équipement pour mise à l'alignement des propriétés riveraines ;
- CONSIDÉRANT que dans le cadre des travaux d'ouvrages et d'équipement, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **28 août 2015** inclus, Avenue du Pont Trinquat, dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et la Rue de Saint Hilaire, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux riverains.

#### Article 2 :

À compter du **04 mai 2015** et jusqu'au **28 août 2015** inclus, Avenue du Pont Trinquat, dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et la Rue de Saint Hilaire à hauteur des ateliers de travaux et selon les besoins de mise en sécurité du chantier, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux sous responsabilité de l'entreprise RAZEL-BEC titulaire du marché de travaux.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 30 avril 2015**

**Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**0 7 MAI 2015**

